
Aux prémices des premières institutions patrimoniales éthiopiennes (1920-1935) : entre influence française et nationalisme éthiopien

Amélie Chekroun*¹

¹Musée du quai Branly (MQB) – Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Ministère de la Culture et de la Communication – France

Résumé

Proposition pour l'atelier "Patrimoine, identité & mémoire dans la Corne" coordonné par Serge Dewel Au début des années 1920, la France a tenté d'étendre en Éthiopie sa politique archéologique menée au Maghreb et en Égypte. Le père Aza'is, ancien missionnaire capucin français en Éthiopie, est envoyé auprès du régent du pays, le räs Tafari, afin de le convaincre de créer un Institut français d'archéologie à Addis Abeba. Les autorités éthiopiennes perçoivent très vite l'intérêt de ces recherches pour la construction d'un patrimoine national, dans une nation en construction, et se réapproprient le projet français. De 1927 à 1936, elles engagent Aza'is pour qu'il crée un musée national et un institut éthiopien d'archéologie. Aza'is est également invité à poursuivre ses recherches archéologiques dans l'Ouest, le Sud et l'Est du pays, régions récemment intégrées à l'Éthiopie, afin - officieusement - de légitimer leur annexion par le pouvoir chrétien. En étudiant le parcours singulier d'Aza'is et de ses relations avec le pouvoir éthiopien, cette présentation souhaite mettre en lumière un pan méconnu de l'histoire de l'archéologie française à l'étranger, ainsi que certains aspects d'une politique éthiopienne souveraine et patrimoniale qui s'exprime notamment à travers une mise en valeur sélective des sites archéologiques découverts.

*Intervenant